

Lettre des Etats-Unis

Les élections américaines de 1992

JOHN T. S. KEELER* et MARTIN A. SCHAIN**

Les élections américaines de 1992 sont particulièrement intéressantes pour plusieurs raisons. Un président qui avait semblé un moment invincible, recueillant des taux jamais égalés d'opinions favorables dans les sondages, a connu une défaite cuisante. Un gouverneur à peine connu, dont la candidature avait presque été tuée dans l'œuf par des scandales, a remporté une victoire qui met fin à la plus longue période d'absence des démocrates de la Maison-Blanche depuis le début des années trente. Un candidat indépendant a enregistré le meilleur résultat qu'un « troisième parti » ait jamais connu depuis 1912 et a contribué à ce que la campagne se concentre, plus que d'habitude, autour des problèmes de fond et non des images des candidats. La participation au vote a été la plus élevée de ces deux dernières décennies. Les femmes et les minorités ethniques ont réussi à accroître leur représentation au Congrès et plus d'élus ont quitté ou perdu leur siège qu'au cours d'aucune élection depuis 1948. Dans cet article, nous voulons tenter d'expliquer ces événements inattendus.

De la guerre du Golfe à la campagne électorale

Au printemps 1991, le résultat de la future campagne présidentielle semblait inévitable. Le président George Bush, le « Rambo » de l'étonnante victoire de la guerre du Golfe, enregistrait un taux sans précédent de 89 % d'opinions favorables en mars de cette année-là, et il était prati-

* John T. S. Keeler, professeur de science politique, Université de Washington (Seattle), Etats-Unis.

** Martin A. Schain, professeur de science politique, New York University, Etats-Unis.

quement sûr d'être réélu. La guerre avait non seulement contribué à effacer son image de chiffe molle et lui avait permis de se détacher de l'ombre de son mentor, Ronald Reagan, mais elle semblait aussi devoir agir favorablement sur un autre terrain crucial. Un article de *Time*, intitulé « Les dividendes de la victoire », soulignait que « la victoire dans le Golfe devrait donner un coup de fouet à l'économie ». « La nation américaine a retrouvé confiance en elle sur le champ de bataille du golfe Persique », y déclarait un économiste. « Cette confiance est en train d'imprégner la psyché nationale et pourrait aider à favoriser une reprise économique. »¹

Les perspectives semblaient encore plus sombres pour le Parti démocrate si l'on ajoute un autre effet de l'énorme impact politique de Bush : il découragea de nombreux aspirants candidats à se lancer sérieusement dans la course, au moment même où ils auraient dû commencer à participer à des barbecues dans le New Hampshire et l'Iowa (Etats où se déroulèrent respectivement les premières primaires et le premier caucus²). Parmi ceux qui reculèrent devant ce que le bon sens présentait comme un suicide politique, on compte Mario Cuomo, le gouverneur très populaire de l'Etat de New York, un des premiers à s'attaquer à Bush en position de favori. Cuomo avait déjà réuni son équipe de campagne, et il avait même déjà commencé une campagne informelle depuis un certain temps, mais il demeurait vague à propos de ses intentions et fut bientôt considéré comme le « Hamlet » hésitant du Parti démocrate.

Une autre raison pour les républicains d'être optimistes et les démocrates pessimistes venait des effets attendus du redécoupage des circonscriptions électorales au lendemain du recensement de 1990. Des régions où les républicains étaient traditionnellement forts, dans les Etats du Sud et de l'Ouest, avaient gagné des sièges au détriment des bastions démocrates de la ceinture industrielle du Nord-Est. Profitant de l'héritage des années Reagan, quand ils avaient enregistré des gains importants en termes d'identification des électeurs avec leur parti, les républicains semblaient en bonne position pour se renforcer à la Chambre des Représentants et peut-être reprendre le Sénat aux démocrates³.

Rétrospectivement, on peut dire que le scénario tout rose des républicains a été bouleversé par trois éléments. Tout d'abord, l'issue de la guerre du Golfe suscita d'énormes attentes positives que Bush n'a pas su satisfaire. Il donnait l'impression de gaspiller tout le capital politique accumulé grâce à la guerre en ne réussissant pas à mettre en place un programme domestique cohérent. On recommença vite à mettre en question

1. *Time*, 11 mars 1991.

2. C'est-à-dire la réunion des membres du parti au niveau du comté pour élire les délégués à la conférence nationale qui choisira le candidat officiel. (*N.d.T.*)

3. A propos de la plus grande identification des électeurs avec le Parti républicain, voir Paul Allen Beck, *Incomplete Realignment : The Reagan Legacy for Parties and Elections*, in Charles O. Jones, éd., *The Reagan Legacy*, Chatham, NJ, Chatham House, 1988.

ses capacités de dirigeant et à parler de sa mollesse, en voyant que malgré les pressions de nombreux républicains du Congrès, il semblait se désintéresser totalement des problèmes intérieurs, qu'il s'agisse de l'économie ou de l'éducation. Et on lui accola bientôt l'étiquette d'un président qui ne s'intéressait qu'aux exploits dans le domaine de la politique étrangère.

En second lieu, la bataille qui éclata à l'automne 1991 autour de la confirmation par le Sénat de Clarence Thomas, le candidat conservateur choisi par Bush pour la Cour suprême, souligna l'importance politique des questions féministes d'une façon qui endommagea sérieusement le président et son parti. Au cours des audiences du Sénat la question centrale était de savoir qui, de Thomas ou de son ancienne assistante Anita Hill, mentait à propos du harcèlement sexuel dont celle-ci aurait été victime quelques années plus tôt. L'attaque frontale menée contre Anita Hill par la Commission judiciaire du Sénat composée uniquement d'hommes, et en particulier par ses membres républicains les plus agressifs, déclencha une réaction scandalisée de la part de nombreuses femmes et encouragea un nombre sans précédent d'entre elles (surtout parmi les démocrates) à se présenter aux élections.

Le troisième élément — et de loin le plus important — est la détérioration de l'économie et l'action de Bush dans ce domaine. Le président ne cessait de répéter que la reprise était imminente, sans tenir compte des statistiques de plus en plus décourageantes. Quand on lui demandait de faire quelque chose à propos du chômage, Bush citait des chiffres comparatifs (soulignant les taux plus élevés de chômage au cours des premières années de la présidence Reagan ou en Europe aujourd'hui) qui étaient certes valides, mais n'apportaient aucune consolation à un électorat anxieux. Bush semblait ne pas connaître ou ne pas s'intéresser à une série de problèmes que les citoyens ordinaires connaissaient trop bien. Par exemple, le taux de chômage comparativement modéré (7,7 %) cachait le fait que de nombreux travailleurs avaient perdu des emplois industriels bien rémunérés et accepté, faute de mieux, des emplois moins bien payés dans les services, et qu'un nombre croissant de demandeurs d'emploi avaient tout simplement cessé de chercher du travail et n'étaient plus pris en compte par les statistiques. Au cours de l'année précédant l'élection, le pouvoir d'achat de la famille américaine moyenne avait baissé de 5 % et le nombre d'Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté avait atteint 14,2 % (ce qui était, alors, le taux le plus élevé depuis 1964)¹. En même temps, la situation financière très fragile de nombreux Américains était encore aggravée par la réduction régulière de la couverture maladie offerte par des employeurs anxieux de réduire leurs coûts.

Au début de la campagne, à l'automne 1991, quand on demanda aux électeurs de citer « le problème le plus important pour le pays aujourd'hui », 20 % citèrent « le chômage », 19 % « l'économie » et 10 % « les pauvres, les

1. *New York Times*, 27 septembre 1991 et 3 septembre 1992.

sans-abris ou la faim ». Moins de 5 % citèrent l'avortement, la criminalité, les valeurs morales ou le déficit du budget fédéral, et moins de 2 % citèrent des problèmes tels que la crise de la famille ou la politique étrangère dans des régions comme le Moyen-Orient¹. En d'autres termes, au tout début de la campagne, bien avant d'avoir une opinion à propos des différents candidats démocrates, les électeurs se montraient préoccupés par des problèmes qui semblaient donner l'avantage aux démocrates. Le penchant de Bush pour le *laissez-faire*, renforcé par sa conviction que la reprise était imminente, et son incapacité ou son refus de coopérer avec un Congrès contrôlé par les démocrates autour d'un programme permettant de stimuler l'économie minèrent progressivement son image de dirigeant efficace, déçurent des républicains impatients et encouragèrent des challengers sur tous les fronts.

Les primaires républicaines

Le premier signe indiquant que le président allait avoir des problèmes apparut au début décembre 1991, lorsque Patrick Buchanan, un éditorialiste de télévision extrêmement conservateur et combatif, décida de se présenter contre Bush aux primaires républicaines. Buchanan n'avait jamais été élu nulle part, mais il était très connu en tant qu'ancien rédacteur des discours de Nixon et de Reagan, et en tant que journaliste qui avait longtemps fait office de porte-parole caustique de l'aile droite du Parti républicain. La baisse régulière des opinions favorables à Bush dans les sondages l'avait encouragé à se présenter et il estimait de son devoir de le faire pour « révéler » la façon dont Bush avait trahi tout ce que représentait le Parti républicain. Aux yeux de Buchanan, Bush avait péché en abandonnant son fameux engagement de la convention de 1988 : « Lisez sur mes lèvres : pas de nouveaux impôts », en n'apportant qu'un soutien bien tiède à la poursuite de la « révolution reaganienne » dans le domaine économique, et en ne prêtant qu'un appui verbal — mais c'était aussi le cas de Reagan avec lequel Buchanan avait également des désaccords — au programme social de la vieille *moral majority* : l'interdiction de l'avortement, la lutte contre l'immigration illégale, la restauration de la prière à l'école, la restriction des droits des homosexuels, la suppression des programmes d'embauche préférentielle des minorités ethniques. Son discours populiste conservateur et sa fermeté fanfaronne rappelaient un peu Jean-Marie Le Pen, xénophobie et sentiments vaguement antisémites compris.

Pendant une courte période, durant les premières primaires, l'offensive de Buchanan sembla avoir une chance marginale de marquer des points. Dans le New Hampshire, où Bush réalisa trop tard qu'un des taux de chômage les plus élevés du pays pourrait lui causer de sérieux problèmes (le président y fit une brève apparition et dans ce qui apparut

1. *New York Times*, 20 octobre 1991.

comme une caricature de son style laconique lança : « Message : Je suis avec vous »), Buchanan fit la une de la presse en remportant 37 % des voix. Dans certains Etats où les primaires se déroulèrent plus tard, comme la Géorgie, le Maryland et le Colorado, Buchanan obtint aussi des résultats surprenants, attirant de 30 à 36 % des voix. Cependant le candidat de la droite idéologique ne réussit pas à convaincre suffisamment d'électeurs ni à rassembler suffisamment de moyens financiers pour soutenir sa cause et, après mars, sa campagne dépérit et ses attaques contre Bush se calmèrent.

Mais comme il aime à s'en vanter, Buchanan avait atteint un de ses principaux objectifs : il avait fait comprendre à Bush qu'il lui fallait réaffirmer son soutien (supposé) aux thèmes de la droite républicaine. De façon assez ironique, bien sûr, c'est ce qui allait finalement porter un coup fatal à Bush en novembre en le rendant suspect aux yeux des électeurs centristes modérés. Comme l'indique le tableau 1, plus d'un tiers des électeurs républicains modérés et 46 % des républicains libéraux ont abandonné Bush lors de l'élection de novembre. Ainsi, si Bush remporta la bataille des primaires, ce fut une victoire à la Pyrrhus qui masquait le succès de Buchanan : celui-ci avait, en fait, réussi à façonner l'image des républicains et du président pour la bataille décisive de l'automne.

C'est l'organisation de la convention républicaine en août qui révéla de façon brutale comment Bush avait permis à Buchanan de remporter la bataille de l'identité du parti. Malgré le fait qu'un pourcentage écrasant de délégués étaient pour Bush, ses partisans modérés perdirent toutes les batailles dans la commission du programme dominée par les militants du parti qui se sentaient plus proches de Buchanan et de Quayle que du président sortant¹. Cherchant à se différencier de la façon la plus radicale possible des démocrates, les républicains firent des « valeurs familiales » leur thème clé et consacèrent le gros de leur temps d'antenne aux heures de grande écoute à des discours agressifs de porte-parole conservateurs, allant de Buchanan à Marilyn Quayle (la femme du vice-président), qui mentionnaient rarement l'économie et se concentraient au contraire sur le besoin de lutter contre des maux culturels tels que l'avortement et l'homosexualité. Comme les sondages allaient le montrer par la suite (tableau 2), les républicains choisirent curieusement de se différencier sur des questions très controversées qui n'intéressaient que 15 % de l'électorat. Même Barry Goldwater, « conscience » à la retraite des conservateurs, avertit que si le parti continuait à mettre l'accent sur des questions telles que l'interdiction de l'avortement, la convention « irait à la catastrophe et l'élection aussi ». C'est ce qui arriva non seulement parce que Bush laissa la convention de Houston s'occuper de questions marginales et controversées, mais aussi parce qu'il apparut incapable de contrôler son propre parti. D'après certaines informations, le président semblait penser

1. *New York Times*, 15 octobre 1992.

que, avec Ross Perot dans la course, il pourrait gagner avec un peu plus de 34 % des voix concentrées parmi les électeurs conservateurs les plus fidèles du Parti républicain¹.

Les primaires démocrates

Lorsque les premiers candidats démocrates se présentèrent de façon hésitante dans la période intimidante qui suivit la guerre du Golfe, la presse les surnomma vite « les sept nains ». En effet, alors que Cuomo et d'autres poids lourds du parti restaient dans les coulisses, espérant des perspectives meilleures en 1996, les candidats déclarés étaient tous des « seconds couteaux » peu connus en dehors de leur Etat d'origine. Et tous avaient la tâche décourageante non seulement d'acquérir une certaine crédibilité, mais aussi de rassembler assez d'argent pour durer pendant la longue série de 29 primaires, puis les élections. Depuis 1976, le Gouvernement fédéral finance en partie les campagnes présidentielles, mais la majorité des fonds doivent venir de donateurs privés qui n'ouvrent leurs portefeuilles que s'ils pensent qu'un candidat a des chances de gagner.

A l'automne 1991, Bill Clinton, le jeune (46 ans) et séduisant gouverneur de l'Arkansas, s'affirma comme le plus connu et le mieux financé des candidats. En tant que président du Democratic Leadership Council, un groupe formé en 1985 afin de présenter au parti une alternative centriste à son approche libérale des questions sociales et économiques, il s'était construit une réputation très solide parmi les dirigeants démocrates dans tout le pays. Il pouvait aussi s'appuyer sur ses réélections successives au poste de gouverneur de l'Arkansas et sur le fait qu'il avait été désigné par les autres gouverneurs du pays comme le plus efficace d'entre eux. Néanmoins, il semblait handicapé par sa jeunesse relative et son manque de stature nationale, par son image de gouverneur d'un petit Etat du Sud qui rappelait malencontreusement Jimmy Carter, et par le fait que son Etat pauvre et rural était le type d'endroit souvent tourné en ridicule comme une région de *hillbillies*, de péquenots racistes toujours prêts à brandir le drapeau de la Confédération.

Lors de la première primaire, dans le New Hampshire, Clinton dut non seulement affronter un sénateur bien plus connu dans la région, Paul Tsongas du Massachusetts, mais il dut répondre pour la première fois aux accusations concernant son refus d'aller servir au Vietnam alors qu'il était étudiant et aux critiques concernant ses infidélités conjugales (qui rappelaient trop les critiques qui avaient poussé Gary Hart à se retirer de la course en 1988). Bien qu'il apparût très vite que les électeurs étaient prêts à laisser tomber les questions de l'adultère et de son attitude durant la guerre du Vietnam, la question plus globale de sa « force de caractère » et

1. *Time*, 1^{er} juin 1992.

de la « confiance » qu'on pouvait lui accorder allait hanter Clinton durant tout le reste de la campagne. Tsongas remporta la primaire, avec 7 % de voix de plus que Clinton, et le gouverneur de l'Arkansas semblait en perte de vitesse alors que la course commençait à peine. Il n'est donc pas très surprenant, alors que les « nains » piétinaient et que Bush semblait plus vulnérable, que les journaux aient commencé à spéculer sur le fait que des candidats plus « sérieux » — Cuomo, le sénateur Al Gore du Tennessee ou le sénateur Bill Bradley du New Jersey — allaient sûrement se déclarer pour sortir les démocrates de leur malaise¹.

Mais les poids lourds restèrent dans les coulisses tandis que Clinton s'accrochait, et un mois plus tard sa persistance porta ses fruits avec ses victoires lors du « Super Tuesday » (le « super mardi », ainsi appelé à cause du nombre de délégués en jeu dans huit Etats ce jour-là), quand il remporta sept Etats du Sud et du Centre, ce qui le plaça loin devant tous les autres candidats démocrates. En avril, Tsongas avait épuisé ses fonds et il quitta la course. Après ses victoires dans l'Etat de New York, le Wisconsin et le Kansas, Clinton apparaissait avoir distancé son dernier concurrent dans la course à la nomination, l'ancien gouverneur de Californie, Jerry Brown. Cependant la confiance apportée par les électeurs à Clinton restait faible, une majorité affirmant qu'il n'était pas assez honnête pour être président et qu'il s'agissait de « quelqu'un qui dirait n'importe quoi pour se faire élire »². En juin, Clinton s'assura la nomination en battant Jerry Brown en Californie. Pourtant de nombreux électeurs manifestaient toujours leur manque d'enthousiasme pour le gouverneur de l'Arkansas et les sondages le plaçaient en troisième place, après Ross Perot et Bush.

Clinton n'apparut comme le vainqueur possible de la course électorale qu'au lendemain de la convention démocrate de juillet. Alors que la convention républicaine avait été un désastre pour Bush, celle des démocrates à New York fut la mieux organisée depuis des années. Les sondages montrèrent que les électeurs avaient été impressionnés par la manifestation d'unité assez inhabituelle des démocrates, la sélection de Al Gore comme candidat à la vice-présidence, la mise de côté de leurs positions les plus libérales sur certaines questions sociales, et en particulier leurs prescriptions néo-libérales pour soigner les maux de l'économie. Un des signes révélateurs du renforcement de la position de Clinton fut sa capacité à convaincre des leaders du monde des affaires qui avaient dans le passé soutenu Reagan et Bush de soutenir sa politique économique. En fin de compte, la démonstration des démocrates fut assez impressionnante pour convaincre Ross Perot de se retirer (temporairement comme on allait s'en apercevoir par la suite) de la course, donnant à l'équipe Clinton-Gore un coup de pouce inespéré.

1. *Time*, 24 février 1992.

2. *Time*, 20 avril 1992.

Le phénomène Perot

L'aspect le plus inhabituel de l'élection de 1992 est sans aucun doute l'apparition de la candidature indépendante de Ross Perot. Bien sûr, il y a eu d'autres candidatures d'un « troisième parti » au cours de ce siècle, les plus récentes en 1968 (George Wallace) et 1980 (John Anderson). Mais contrairement à ces autres candidats, Perot n'était pas un politicien professionnel, il n'avait aucune base politique évidente, et n'avait pas décidé de se présenter à la suite de divisions dans un des deux grands partis. Le phénomène Perot est révélateur de la faiblesse des partis politiques établis, de la volatilité de l'électorat, du désenchantement évident au début de la campagne face à un choix limité à Bush et Clinton, et de l'importance de l'argent dans la vie politique américaine.

Perot, un *self-made man* milliardaire du Texas, était assez connu depuis la fin de la guerre du Vietnam pour ses critiques de l'incapacité des gouvernements à faire quoi que ce soit pour retrouver les soldats « portés disparus » durant le conflit. Il avait aussi atteint une renommée considérable, et une image de « PDG d'action », en se rendant à Téhéran au lendemain de la chute du shah, afin de garantir la sécurité des employés de son entreprise. Bien qu'il ait depuis longtemps largement contribué au financement des campagnes électorales, il ne s'était jamais présenté lui-même. Il se décida à entrer dans la course après que les résultats du New Hampshire eurent révélé que les démocrates étaient incapables de présenter un opposant de poids face à Bush, un homme pour lequel il ressentait depuis longtemps un profond mépris. Il était convaincu que *l'establishment* trahissait le pays en ignorant le déficit budgétaire croissant et en ne présentant aucune solution d'ensemble à long terme pour relancer l'économie. Perot nia tout désir de construire un troisième parti, mais il travailla avec un réseau de « volontaires » — et, dans la bonne tradition populiste, prétendit simplement répondre à leur pression — qui s'étendit de façon impressionnante dans tout le pays et finit par placer son nom sur les listes dans les cinquante Etats. Contrairement à ses rivaux il n'avait pas besoin de se présenter aux primaires et, en outre — et cela est très significatif —, il ne s'intéressait absolument pas à la collecte de soutiens financiers. Un des éléments qui le rendit très populaire, dans une tradition typiquement américaine, est son engagement à ne s'appuyer que sur son immense fortune pour financer sa campagne et à n'être ainsi redevable à aucun groupe de pression, mais uniquement aux volontaires qui étaient les seuls vrais « propriétaires » du pays. A la fin de la campagne, il avait dépensé 60 millions de dollars, presque entièrement puisés dans ses poches.

Tout au cours de la période des primaires, Perot développa un nouveau style de campagne présidentielle. Il évita les conférences de presse, prit la parole dans très peu de réunions, et communiqua essentiellement à travers des interviews télévisées et des spots de campagne, produits par son équipe, dans lesquels il rappelait inlassablement la gravité de la crise

économique du pays. Il surprit tous les politiciens professionnels en gagnant un taux d'écoute élevé pour ses longues conférences télévisées, données sur un ton très sérieux, mais égayées par son humour populaire et ses pointes sarcastiques.

Les candidats plus conventionnels furent choqués de constater qu'en juin Perot était légèrement en avance dans les sondages. Mais sa popularité commença à diminuer tout aussi rapidement. Dès que les médias commencèrent à le présenter comme un candidat à prendre au sérieux, des révélations embarrassantes furent publiées, comme, par exemple, sa tendance à enquêter sur les activités de ses employés. On apprit également que cet *outsider*, farouchement hostile au Gouvernement, avait accumulé une grande partie de sa fortune en vendant des services informatisés au Gouvernement fédéral, et qu'il avait passé beaucoup de temps dans les antichambres du pouvoir à Washington pour y trouver des appuis en faveur de ses propres entreprises commerciales. Il apparut aussi assez vite qu'il n'était pas du tout préparé à traiter avec les différents groupes qu'il devrait convaincre s'il voulait se faire élire. Peu après une apparition assez maladroite devant une organisation afro-américaine, au cours de laquelle il était apparu injurieux et politiquement naïf, son audience commença à diminuer au moment même où l'équipe Clinton-Gore faisait sa démonstration impressionnante à la convention démocrate de New York. Sans crier gare, Perot annonça qu'il se retirait de la course. Il s'ensuivit une vague de désespoir et même de colère parmi ses « volontaires ». Alors que beaucoup d'entre eux se tournèrent vers d'autres candidats, certains refusèrent d'accepter sa décision et continuèrent à faire pression sur lui pour le contraindre à revenir sur sa décision. Et effectivement, à la veille du premier débat présidentiel d'octobre, Perot annonça qu'il se pliait aux souhaits de ses partisans et revenait dans la course. Les débats s'avérèrent une tribune très efficace pour Perot qui s'exprimait de façon simple mais provocatrice et il fut considéré comme le « vainqueur » de la première rencontre télévisée avec Bush et Clinton. La performance de Bush dans les trois débats fut assez terne, alors que Clinton profita de l'insistance avec laquelle Perot martelait son thème favori — la nécessité de relancer l'économie — et réussit à apparaître comme une alternative un peu plus sobre que ce Texan imprévisible. A la fin des trois débats, Clinton demeurait en tête, Bush conservait sa place quelques points derrière lui et Perot avait suffisamment renforcé sa popularité pour pouvoir jouer au moins un certain rôle en novembre.

Malgré toute la publicité qui entoura le phénomène Perot, au cours des mois qui précédèrent l'élection les sondages donnaient tous Clinton vainqueur. Selon le journal *Campaign Hotline*, 196 sondages furent effectués entre le jour où Perot se retira de la course à la mi-juillet et la fin octobre ; aucun ne donna Bush vainqueur¹. Les partisans de Clinton

1. *Time*, 16 novembre 1992.

n'étaient pas aussi rassurés par ces résultats qu'on aurait pu s'y attendre, car ils se souvenaient de l'évaporation de l'avance que Dukakis avait accumulée au début de la campagne de 1988 ; ils craignaient aussi que les républicains ne fassent d'autres révélations nuisibles à propos de l'attitude de Clinton durant la guerre du Vietnam et de ses relations extraconjugales et, enfin, après le retour de Perot dans la course, ils redoutaient l'impact imprévisible de sa candidature. La lutte devint effectivement plus serrée au cours de la dernière semaine, alors que Bush et Perot lançaient une offensive dans les médias qui réveilla les doutes à propos de la « force de caractère » de Clinton et de la viabilité de ses promesses. Un sondage réalisé au cours de la dernière semaine fit sensation en prévoyant un résultat à peu près égal pour les deux premiers candidats, mais même à cette date le « sondage des sondages » publié par l'*Economist* donnait Clinton vainqueur avec 41 % contre 34,3 % à Bush et 18,1 % à Perot¹.

Les résultats de l'élection présidentielle

Lors du décompte des voix le 3 novembre, les résultats furent donc sans surprise, même s'ils apportèrent un grand soulagement aux démocrates anxieux. Bill Clinton a gagné l'élection avec une avance solide, mais pas spectaculaire ; au niveau national il a reçu 43 % des voix, contre 38 % pour Bush et 19 % pour Perot, et a obtenu 370 voix des grands électeurs, alors que 168 se portaient sur Bush. Que se serait-il passé si Perot n'était pas revenu dans la course ? Un sondage publié dans le *New York Times* montre que les électeurs de Perot auraient soutenu à égalité les deux autres candidats, 38 % votant pour Clinton et 38 % pour Bush, alors que 14 % se seraient abstenus et 6 % auraient voté pour des candidats marginaux². Dans un affrontement avec le seul Bush, Clinton aurait donc remporté 52-53 % des voix et aurait pu se targuer d'un soutien plus fort, sans être pour autant écrasant, pour son programme. Evidemment, ces statistiques n'illustrent pas de façon fiable l'effet précis qu'aurait eu un retrait de Perot. Les partisans de Clinton peuvent certes avancer que, en l'absence de Perot, le gouverneur de l'Arkansas aurait eu plus de chance de s'affirmer comme le seul partisan du changement. D'un autre côté, l'équipe de Bush peut avancer de façon légitime que la performance de Perot au cours des débats — en particulier son choix de tourner en dérision les attaques de Bush contre l'attitude de Clinton au cours de la guerre du Vietnam et de mettre l'accent, comme ce dernier, sur les questions économiques — a sans doute fait plus de mal au président sortant qu'à son challenger démocrate.

Un des effets indiscutables de la campagne de Perot — qui a réalisé le meilleur score de tous les « troisièmes candidats » depuis 1912 — a été de

1. *The Economist*, 31 octobre 1992.

2. *New York Times*, 5 novembre 1992.

TABLEAU 1. — Profil sociologique de l'électorat 1988-1992

%		1988 (%)			1992 (%)	
		Bush	Duka- kis	Clin- ton	Bush	Perot
	<i>Sexe</i>					
46	Hommes	57	41	41	38	21
54	Femmes	50	49	46	37	17
	<i>Race</i>					
87	Blancs	59	40	39	41	20
8	Noirs	12	86	82	11	7
3	Hispaniques	30	69	62	25	14
1	Asiatiques			29	55	16
	<i>Religion</i>					
49	Protestants blancs	66	33	33	46	21
27	Catholiques	52	47	44	36	20
4	Juifs	35	64	78	12	10
17	Évangélistes blancs	81	18	23	61	15
	<i>Revenus</i>					
14	Moins de \$ 15 000	37	62	59	23	18
24	\$ 15-29 900	49	50	45	35	20
30	\$ 30-49 900	56	44	41	38	21
20	\$ 50-74 900	56	42	40	42	18
13	\$ 75 000 +	62	37	36	48	16
	<i>Région</i>					
24	Est	50	49	47	35	18
27	Midwest	52	47	42	37	21
30	Sud	58	41	42	43	16
20	Ouest	52	46	44	34	22
	<i>Démocrates ayant voté Bush en 1988</i>					
	Est			55	28	16
	Midwest			60	21	19
	Sud			48	33	18
	Ouest			55	20	25

TABEAU 1. — *Profil sociologique de l'électorat 1988-1992 (suite)*

%		1988 (%)		1992 (%)		
		Bush	Duka- kis	Clin- ton	Bush	Perot
	<i>Idéologie</i>					
21	Libéraux	18	81	68	14	18
49	Modérés	49	50	48	31	21
29	Conservateurs	80	19	18	65	17
2	Rép. libéraux	73	27	17	54	29
15	Rép. modérés	67	12	15	63	21
18	Rép. conservateurs	95	4	5	82	14
5	Libéraux ind.	26	71	54	16	30
14	Modérés ind.	51	47	42	28	30
7	Conservateurs ind.	77	20	18	54	28
13	Dém. libéraux	18	81	76	10	14
6	Dém. conservateurs	34	65	60	24	16
	<i>Emploi</i>					
68	Salariés	56	43	42	38	20
5	Etudiants	44	54	50	35	15
6	Chômeurs	37	62	56	24	20
8	Femmes au foyer	58	41	36	45	19
13	Retraités	50	49	51	36	13
	<i>Age</i>					
22	18-29 ans	52	47	44	34	22
38	30-44 ans	54	45	42	38	20
24	45-59 ans	57	42	41	40	19
16	60 +	50	49	50	38	12
	<i>Appartenance politique</i>					
35	Républicains	91	8	10	73	17
27	Indépendants	55	43	38	32	30
28	Démocrates	17	82	77	10	13
	<i>Vote pour le Congrès</i>					
54	Candidat démocrate	27	72	74	11	15
46	Candidat républicain	82	17	10	71	18
	Total	53	45	43	38	19

Source, 1992 : Sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par Voter Research and Surveys, basé sur 15 490 électeurs et 300 bureaux de vote. 1988 : Sondage *New York Times/CBS News Survey*, réalisé auprès de 11 645 électeurs. Les « sans opinion » ne sont pas pris en compte. Voir *New York Times*, 5 novembre 1992.

rendre cette campagne beaucoup plus intéressante que les précédentes. Une enquête révèle que 76 % des citoyens ont trouvé la campagne « intéressante », contre 40 % en 1988 et 56 % en 1984¹. De même, la participation au vote en 1992 (54 %) a dépassé de 4 points celle de 1988 et a été la plus élevée des deux dernières décennies.

Clinton a sans aucun doute contribué de façon majeure à ce résultat grâce à une campagne témoignant d'une inépuisable énergie, qui fut couronnée par un exploit presque incroyable de dernière minute qui le conduisit dans 8 Etats en vingt-neuf heures, sans une minute de sommeil. Il fut récompensé par une victoire qui, si elle paraît mince au niveau des pourcentages nationaux, est écrasante selon d'autres critères. Il a remporté 32 Etats, a obtenu la majorité dans l'Est, le Midwest et l'Ouest, Bush ne le battant que d'un point dans le Sud. Avec deux représentants du Sud comme candidats, les démocrates ont fait une brèche dans ce solide bastion républicain pour la première fois depuis la victoire de Jimmy Carter (originaire de Géorgie) en 1976, en remportant 4 des 11 Etats et perdant le Texas par 3 % seulement. Le candidat démocrate a réussi à remporter des Etats aussi différents que le New Hampshire et la Californie (le plus important trophée de la bataille puisqu'il rapporte 54 grands électeurs) pour la première fois depuis 1964. Clinton a obtenu la majorité des voix dans toutes les classes d'âge, et a enregistré sa plus forte avance sur Bush (16 %) parmi les plus jeunes (18-24 ans) électeurs qui avaient majoritairement soutenu Reagan en 1980. En ce qui concerne les groupes ethniques, Clinton est arrivé à égalité avec Bush parmi les électeurs blancs (un sondage le donnait gagnant avec 40 % contre 39 % et un autre le donnait perdant avec 39 % contre 41 %), tout en maintenant la domination traditionnelle des démocrates parmi les Noirs (83 %), les Juifs (78 %) et les Hispaniques (62 %)².

Tous ceux qui ont suivi ces élections savent qu'on pouvait voir dans le quartier général de Clinton une affiche désormais célèbre sur laquelle on pouvait lire : « L'économie, idiot ! » Elle était supposée rappeler que, même si le candidat démocrate était tenté de traiter d'autres problèmes, tous ses conseillers étaient certains que l'économie en crise était certainement le point le plus vulnérable de Bush et donc *la* question à traiter. Comme le tableau 2 le montre, les sondages faits à la sortie des bureaux de vote illustrent bien la sagesse d'une telle approche : 43 % des électeurs citaient l'économie comme étant la question centrale de la campagne, et ils étaient deux fois plus nombreux que ceux qui citaient d'autres problèmes. Et parmi ces 43 % Clinton l'emportait sur Bush à 2 contre 1. De façon assez surprenante, Clinton a obtenu autant de voix que Ross Perot parmi les 21 % qui citaient le déficit budgétaire comme

1. *New York Times*, 1^{er} novembre 1992.

2. *Time*, 16 novembre 1992 ; *New York Times*, 5 novembre 1992.

la question centrale. Clinton a largement devancé Bush parmi les électeurs qui citaient des questions comme l'environnement (73 %-14 %), la santé (67 %-19 %) et l'éducation (60 %-25 %). Bush pouvait trouver de quoi se consoler dans le fait que 87 % des électeurs qui considéraient que la politique étrangère était importante avaient voté pour lui. Mais, bien sûr, dans ces premières élections de l'après-guerre froide, 8 % des électeurs seulement déclaraient s'intéresser à cette question¹.

TABLEAU 2. — *Questions intéressant les électeurs (en %)*

	Tous les électeurs	Clinton	Bush	Perot
Economie :				
Emploi	43	52	24	24
Déficit	21	36	26	38
Santé	19	67	19	14
Famille	15	23	65	11
Impôts	14	26	57	17
Avortement	13	37	55	8
Education	13	60	25	15
Politique étrangère	8	9	86	5
Environnement	6	73	14	13

Source : Sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote auprès de 15 241 électeurs par Voter Research and Surveys, *Newsweek*, numéro spécial, novembre-décembre 1992.

Les résultats des élections au Congrès

Dans une année de campagne présidentielle typique, on peut s'attendre à ce qu'un président aide son parti à renforcer quelque peu ses positions dans les deux chambres. Cependant, à la suite d'une série de scandales mineurs (liés en particulier à la gestion de la banque et des services postaux de la Chambre des Représentants), et dans un contexte de morosité économique, nombreux étaient ceux qui pensaient que les élections de 1992 pourraient être particulièrement difficiles pour les élus sortants, dont la majorité étaient démocrates. Clinton et son parti ont donc pu se montrer modérément satisfaits de résultats qui, dans d'autres circonstances, auraient été considérés comme un sérieux avertissement. A la Chambre des Représentants les démocrates ont perdu neuf sièges, mais conservent une majorité de 259 à 175. Au Sénat, l'équilibre entre les partis est demeuré inchangé (chaque parti a gagné et perdu deux sièges) et les démocrates conservent une majorité de 57 à 43.

1. *Newsweek*, numéro spécial sur les élections, novembre-décembre 1992.

Il faut relever deux autres éléments intéressants dans ces résultats. Tout d'abord, avec l'élection de 109 nouveaux membres, la Chambre des Représentants a connu son renouvellement le plus important depuis 1948. 24 membres sortants seulement (10 %) ont perdu leur siège le 3 novembre, mais cela s'explique en partie par le fait que nombre des sortants, prévoyant leur défaite, avaient renoncé à se présenter (y compris 12 représentants qui avaient signé plus de 100 chèques sans provisions sur leurs comptes de la banque de la Chambre) ou n'avaient pas passé le cap des primaires de leur parti. Les nouveaux candidats ont également bénéficié du double effet du redécoupage électoral ; d'un côté, 19 sièges de la Chambre des Représentants ont été attribués à des Etats à la croissance démographique rapide, de l'autre, l'application du *Voting Rights Act* de 1982 a entraîné le redécoupage de certaines circonscriptions afin d'assurer une meilleure représentation des minorités raciales. En second lieu, à la suite du redécoupage et de la mobilisation de candidates femmes (stimulée en grande partie par le traitement infligé à Anita Hill lors des audiences pour la confirmation de Clarence Thomas), le nouveau Congrès présente une très grande diversité. Le nombre des femmes à la Chambre des Représentants est passé de 28 à 47, celui des Noirs de 25 à 38 (y compris un ancien dirigeant des Black Panthers) et celui des Hispaniques de 11 à 17. Le nombre de femmes au Sénat a aussi augmenté de façon substantielle, passant de 2 à 6. Deux des nouvelles venues donnent à la Californie une délégation sénatoriale entièrement féminine — ce qui est une première — et une autre nouvelle venue (d'Illinois) est la première femme noire élue à la Chambre Haute¹.

Les élections au niveau des Etats

Les élections au niveau des Etats se sont déroulées de façon conforme à la tradition politique américaine. En général, la bataille a été menée et gagnée autour de questions et de personnalités locales. Des élections de gouverneurs ont eu lieu dans 12 Etats et dans 4 de ceux-ci les gouverneurs sortants — des démocrates — se représentaient. Dans chaque cas ils ont été réélus facilement. Dans les 8 Etats restants, un républicain a remplacé le gouverneur démocrate du Dakota du Nord et dans le Missouri, la Caroline du Nord et le Delaware, des démocrates ont remplacé des républicains. Les démocrates ont donc enregistré un gain net de 2 gouverneurs et comptent désormais 30 des 50 gouverneurs. Dans 4 des 12 Etats les électeurs ont divisé leurs votes : l'Indiana (l'Etat de Dan Quayle) et la Caroline du Nord ont voté pour l'équipe présidentielle républicaine, mais ont élu des gouverneurs démocrates, alors que le New Hampshire et le Montana ont voté pour Clinton-Gore, mais ont choisi des gouverneurs républicains. L'affrontement le plus intéressant n'a pas eu lieu dans un Etat,

1. *The Economist*, 7 novembre 1992.

mais dans le Commonwealth de Porto Rico. Pedro Rossello a battu le candidat du parti au pouvoir favorable au statut actuel de l'île. L'importance politique de ce vote réside dans le fait que Rossello, qui se bat pour que Porto Rico obtienne le statut d'Etat, a promis d'organiser un plébiscite sur cette question dans l'année à venir.

Les élections de 1992 ont également reflété un sentiment très répandu en faveur d'une limitation du renouvellement des mandats des membres de la Chambre des Représentants et du Sénat. Dans 14 des 23 Etats qui acceptent des initiatives populaires législatives, des initiatives demandant une limitation des mandats ont été présentées et elles ont toutes été adoptées, parfois à plus de deux voix contre une. Selon les Etats, la limite a été fixée à deux mandats (douze ans) pour les sénateurs et à 3-6 mandats (six-douze ans) pour les représentants. Néanmoins, ce jugement négatif porté sur l'*establishment* du Congrès ne s'est pas traduit par un rejet, par les électeurs, de leurs propres représentants au Congrès : parmi les 116 membres sortants qui se présentaient dans ces 14 Etats, 6 seulement ont été battus. En Californie, par exemple, où une initiative imposant une limite aux mandats a obtenu 63 % des voix, les 36 représentants sortants qui se représentaient ont tous été réélus à une exception près¹.

Trois seulement des treize autres initiatives législatives soumises au vote dans le pays ont été adoptées : le Maryland a voté un assouplissement des restrictions imposées au droit à l'avortement ; le Colorado a voté pour supprimer les lois qui offraient une protection légale aux homosexuels contre la discrimination (ce qui a déclenché un boycott des stations de ski huppées comme Aspen par les touristes des autres Etats) ; et les électeurs du Colorado ont également approuvé une initiative exigeant l'accord préalable des contribuables pour toute augmentation des impôts, de la dette de l'Etat et des dépenses supérieures au taux d'inflation. Les initiatives rejetées étaient souvent similaires à celles qui ont été adoptées. Ainsi, les électeurs de l'Oregon ont rejeté un amendement à la Constitution de l'Etat demandant que le Gouvernement décourage l'homosexualité, tandis que les électeurs d'Arizona ont fermement rejeté une initiative qui aurait supprimé le financement public de l'avortement dans presque tous les cas.

Des élections à la présidence Clinton

Les élections de 1992 ont offert aux démocrates leur première chance de gouverner depuis la fin des années soixante-dix. Les jours de la « cohabitation à l'américaine » sont passés, pour l'instant, mais il est évident que le nouveau président doit faire face à des problèmes énormes. Clinton arrive au pouvoir avec un des plus ambitieux programmes de réforme de l'après-guerre, mais étant donné sa victoire rela-

1. *New York Times*, 5 novembre 1992.

tivement étroite, aussi bien en termes de vote populaire que de grands électeurs, il ne peut pas revendiquer un soutien pour son programme de changement similaire à celui dont avaient bénéficié d'autres réformateurs tels que Lyndon Johnson ou Ronald Reagan¹. En outre, contrairement à Johnson et Reagan, il ne bénéficiera pas, parmi les membres du Congrès, du sentiment que de nombreux nouveaux membres lui doivent leur élection. Nombre de nouveaux élus, tout comme Clinton, se sont engagés à favoriser le changement économique et social, mais il reste à voir s'ils partageront ses priorités et seront prêts à accepter son leadership.

Clinton s'est immédiatement attelé à la tâche de mobiliser le soutien du Congrès, et il est évident qu'il aura besoin de toute l'aide qu'il peut rassembler. Les démocrates n'ayant pas réussi à obtenir 60 sièges au Sénat, les républicains pourront bloquer l'action législative en faisant de l'obstruction, au moins tant qu'ils auront le sentiment que l'opinion publique ne les accusera pas de produire une nouvelle version du « blocage » qui a marqué les années Bush. Bob Dole, chef de la minorité au Sénat, et d'autres républicains n'ont pas manqué de souligner que Clinton n'avait été choisi que par 43 % des électeurs. D'un autre côté, Ross Perot a annoncé, à la veille de l'inauguration du président, qu'il entendait utiliser l'organisation née de sa campagne présidentielle, « United We Stand », pour influencer l'action législative du Gouvernement².

Au cours de la campagne, Clinton a promis qu'il allait « se concentrer comme un rayon laser sur l'économie », et les sondages les plus récents indiquent qu'une majorité d'Américains se montrent pour l'instant optimistes quant à sa capacité à apporter des améliorations dans ce domaine. Cependant, sa première semaine à la Maison-Blanche a montré combien il était difficile pour un président américain de concentrer son attention et celle de la nation sur une seule question. Clinton et ses porte-parole ont été contraints d'affronter des questions aussi diverses que son choix, pour le poste de ministre de la Justice, d'une avocate d'affaires du Connecticut qui avait employé des immigrants illégaux comme domestiques (elle a dû se retirer, causant beaucoup d'embarras pour la nouvelle équipe) ; ses projets de libéralisation de la politique de Bush et de Reagan en matière d'avortement ; la volonté des élites militaires de coopérer avec lui pour appliquer son projet visant à mettre fin à la discrimination contre les homosexuels dans les Forces armées. En dehors de ces problèmes domestiques, Clinton risque aussi d'être distrait par une série de questions de politique étrangère qui ont occupé une place très réduite dans sa campagne. Le jour où il a prononcé son ser-

1. Voir John T. S. Keeler, *Opening the Window for Reform : Mandates, Crises and Extraordinary Policy-making*, *Comparative Political Studies*, janvier 1993. Une traduction française de cet essai sera publiée en 1993 sous le titre *Les gouvernements de réforme*, par les Presses Universitaires de France.

2. *New York Times*, 17 janvier 1993.

ment, le président Clinton a dû suivre les actions des Forces américaines engagées en Irak et en Somalie, tout en discutant avec ses conseillers sur le besoin éventuel de s'engager dans l'ancienne Yougoslavie. Un des principaux défis pour Clinton va donc être de contrôler ses priorités politiques, car, comme il le faisait remarquer la veille de son inauguration, « cette période est pleine de dangers ».

Traduit de l'américain par Isabelle Richet.